



RESTRUCTURATION ET REHABILITATION D'UNE ANCIENNE USINE POUR ACCUEILLIR LE CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL

LOT N°00 : PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

SOMMAIRE

1.1	DEFINITION DE L'OPERATION	6
1.2	MAITRE DE L'OUVRAGE - MAITRE D'ŒUVRE - ETC	6
1.3	DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	6
1.3.1	Documents graphiques	6
1.3.2	Réglementation thermique RT 2012	7
1.3.3	Préambule :	7
1.3.4	État actuel du bâtiment	7
1.3.5	État du terrain lors de la mise à disposition des entreprises	7
1.3.6	Accès du terrain	7
1.4	DECOMPOSITION DES TRAVAUX EN LOTS	7
1.5	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)	7
1.6	DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS	8
1.6.1	Obligations contractuelles	8
1.6.2	Connaissance des documents contractuels	8
1.6.3	Réglementation technique européenne	8
1.6.4	Indivisibilité du CCTP	9
1.6.5	Ordre de préséance	9
1.6.6	Matériaux et produits hors domaine d'application des DTU	9
1.6.7	Documents réglementaires à caractère général	9
1.6.8	NRA : Nouvelle réglementation acoustique	9
1.6.9	Coordination sécurité et protection de la santé sur les chantiers	10
2.	SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS GENERALES	10
2.1	PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE	10
2.2	DEMARCHES ET AUTORISATIONS	10
2.3	LIAISONS ENTRE LES LOTS ET CORPS D'ETAT	11
2.4	TRAITS DE NIVEAU	11
2.5	TRAVAUX SPECIAUX	11
2.6	CONFORMITE A LA REGLEMENTATION « SECURITE INCENDIE »	11
2.7	ÉCHANTILLONS	12
2.8	ÉLEMENTS « MODELES »	12
2.9	REGLES D'EXECUTION GENERALES	12
2.9.1	Objet du présent paragraphe	12
2.9.2	Direction de chantier	13
2.9.3	Organisation du chantier	13
2.9.4	Installations de chantier	13
2.9.5	Installations communes	14
2.9.6	Clôtures de chantier	15
2.9.7	Sécurité de chantier	15
2.10	PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX	15
2.10.1	Généralités	15
2.10.2	Produits de marque	15
2.10.3	Responsabilité de l'entrepreneur	15
2.10.4	Agréments - Essais - Analyses	16
2.11	RESERVATIONS - PERCEMENTS - REBOUCHAGES - SCELLEMENTS - RACCORDS, ETC	16
2.11.1	Prescriptions générales	16
2.11.2	Réservations au coulage et / ou à la préfabrication	16

2.11.3	Percements dans des maçonneries et ouvrages autres que béton	17
2.11.4	Tranchées - Gaines - dans des maçonneries et cloisons	17
2.11.5	Scellements	17
2.11.6	Rebouchages	17
2.11.7	Fourreaux.....	17
2.11.8	Raccords.....	18
2.11.9	Remarques particulières concernant les ouvrages en béton et béton armé	18
2.11.10	Respect des isolements phoniques	18
2.12	CONFORMITE A LA REGLEMENTATION - SECURITE INCENDIE	18
2.13	PROTECTION DES OUVRAGES NEUFS	18
2.14	NETTOYAGE DE CHANTIER	19
2.15	REMISE EN ETAT DES LIEUX	19
2.16	PASSERELLES - PROTECTIONS – ETC. DES TRANCHEES	19
3.	SPECIFICATIONS PARTICULIERES AUX TRAVAUX DANS EXISTANTS	20
3.1	PROTECTION DES EXISTANTS	20
3.1.1	Protection des ouvrages existants	20
3.1.2	Mesures de conservation des ouvrages existants	20
3.1.3	Travaux réalisés en immeuble inoccupé	20
3.1.4	Prises en charge des frais	21
3.1.5	Mesures de conservation des abords.....	21
3.1.6	Nettoyages.....	21
3.1.7	Travaux de dépose et de démolition	21
3.1.8	Travaux de démolition d'ouvrages en béton armé	21
3.1.9	Matériaux et matériels de récupération	22
3.1.10	Échafaudages - Agrès - Protections - Etc.	22
3.1.11	Emploi de gros engins mécaniques.....	22
3.1.12	Nuisances de chantier	22
3.1.13	Stockage de matériaux sur les planchers existants.....	22
3.1.14	Prescriptions particulières aux travaux de gros œuvre dans existants	23
3.1.15	Maintien en état des voies, réseaux, etc.....	23
3.1.16	Remise en état des lieux.....	23
3.1.17	Réservations - Trous – Scellements – Fourreaux - Rebouchages	24
3.1.17.1	Réservations et trous dans structure créée.....	24
3.1.17.2	Réservations et trous dans bâtiment existant.....	24
3.1.17.3	Fourreaux.....	24
3.1.17.4	Rebouchages des structures créées.....	24
3.1.17.5	Rebouchage dans bâtiments existants	25
3.1.17.6	Scellements	25
3.1.17.7	Raccords.....	25
3.1.17.8	Raccords de peinture et de papiers peints	25
3.1.18	Coupures, débranchements et réalimentations provisoires.....	26
3.1.19	Traits de niveaux et traces.....	26
3.1.20	Etat des lieux	26
3.1.21	Plans des existants	26
3.1.22	Dimensions des existants.....	26
3.1.23	Sortie et enlèvement des matériaux de démolition et gravois.....	26
3.1.24	Bennes pour gravois et déchets	27
4.	BRUITS DE CHANTIER.....	27
4.1	RESPECT DE LA LEGISLATION ET DES REGLEMENTATIONS.....	27
4.2	OBLIGATION DE RESULTAT.....	27
4.3	COUTS DES DISPOSITIONS A PRENDRE POUR RESPECTER LES DIFFERENTES REGLEMENTATIONS EN MATIERE DE BRUITS DE CHANTIER	27
5.	DECHETS DE CHANTIER	27

5.1	RESPECT DE LA LEGISLATION ET DE LA REGLEMENTATION	27
5.2	TRI DES DECHETS SUR CHANTIER.....	28
5.3	ENLEVEMENT DES DECHETS	28
5.4	IMPUTATION DES FRAIS DE GESTION, DE TRAITEMENT ET D'ELIMINATION DES DECHETS.....	28
6.	ANNEXE 1 - BRUITS DE CHANTIER	29
6.1	TEXTES LEGISLATIFS - REGLEMENTATION	29
6.1.1	Législation	29
6.1.2	Codes et règlement type.....	29
6.1.2.1	Code de la santé publique	29
6.1.2.2	Code des Collectivités territoriales	29
6.1.2.3	Règlement sanitaire départemental type	29
6.1.3	Autres textes officiels relatifs aux bruits de chantier	29
6.1.4	Normes	30
6.1.5	Recommandations de la commission centrale des marchés	30
6.1.6	Document pouvant être consulté	30
6.2	RAPPEL ET RESUME DES TEXTES ESSENTIELS	30
6.2.1	Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992	30
6.2.2	Réglementation européenne	31
6.2.3	Travaux exécutés dans des zones particulièrement sensibles	31
6.2.4	Constat et répression des bruits de voisinage.....	31
6.2.5	Norme NS S 31-010	31
6.2.6	Infractions sur les chantiers	31
6.3	PRESCRIPTIONS ESSENTIELLES CONCERNANT LES BRUITS DE CHANTIER	31
6.3.1	Obligations de résultat.....	31
6.3.2	Contrôles permanents dans les cas sensibles.....	31
6.3.3	Chantiers de voiries - tranchées pour réseaux urbains	32
6.3.4	Sanctions.....	32
6.3.5	Coûts des dispositions à prendre pour respecter les différentes réglementations en matière de bruits de chantier.....	32
6.4	SOLUTIONS OPERATIONNELLES CONCERNANT LES BRUITS DE CHANTIER	32
6.4.1	Pendant la période de préparation.....	32
6.4.2	Sensibilisation et suivi du personnel	32
6.4.3	Matériel.....	33
6.4.4	Logistique et modes opératoires	33
6.4.5	Information des riverains.....	33
7.	ANNEXE 2 - DECHETS DE CHANTIER.....	34
7.1	TEXTES LEGISLATIFS - REGLEMENTATION	34
7.1.1	Contexte législatif	34
7.1.2	Autres textes officiels concernant les déchets.....	34
7.1.2.1	Textes généraux	34
7.1.2.2	Déchets industriels et déchets particuliers	34
7.1.2.3	Classification des déchets.....	34
7.1.2.4	Déchets de chantiers et emballages	34
7.1.2.5	Carrières et remblaiement de carrières avec apport de matériaux extérieurs.....	34
7.1.2.6	Déchets d'amiante.....	34
7.1.2.7	Installations de stockage des déchets.....	35
7.1.3	Recommandations de la commission centrale des marchés	35
7.1.4	Documents pouvant être consultés par les entreprises	35
7.2	PRESCRIPTIONS ESSENTIELLES CONCERNANT LES DECHETS DE CHANTIER	35
7.2.1	Classification des décharges ou centres d'enfouissement	35
7.2.2	Valorisation des déchets de chantier.....	36
7.2.3	Classification des déchets de chantier	36
7.2.3.1	Les déchets inertes	36
7.2.3.2	Les déchets d'emballage.....	36
7.2.3.3	Les déchets ménagers et assimilés	36
7.2.3.4	Les déchets dangereux.....	36

7.2.4	Tri des déchets sur chantiers	36
7.2.5	Élimination des déchets de chantier après tri	36
7.2.5.1	Déchets dangereux.....	36
7.2.5.2	Déchets inertes.....	36
7.2.5.3	Emballages - sauf ceux ayant contenu des produits dangereux.....	36
7.2.5.4	Emballages ayant contenu des produits dangereux.....	37
7.2.5.5	Déchets ménagers et assimilés, non triés sur chantier	37
7.2.5.6	Déchets ménagers et assimilés triés sur chantier	37
7.2.6	Transport des déchets	37
7.2.6.1	Déchets dangereux.....	37
7.2.6.2	Autres déchets.....	37
7.2.7	Déchets inertes utilisés pour remblaiement de carrières ou autres	37
7.3	RESPONSABILITES - IMPUTATION DES FRAIS	37
7.3.1	Producteurs - Détenteurs.....	37
7.3.2	Implications du maître de l'ouvrage, maître d'œuvre et coordinateur SPS	38
8.	COMPTE-PRORATA	38

Définition de l'opération - Réglementations - Lots

1.1 DEFINITION DE L'OPERATION

RESTRUCTURATION ET REHABILITATION D'UNE ANCIENNE USINE POUR ACCUEILLIR LE CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL COMMUNE DE CASTELNAU DE MEDOC

1.2 MAITRE DE L'OUVRAGE - MAITRE D'ŒUVRE - ETC.

MAITRE D'OUVRAGE :	UNIVERSITE DE BORDEAUX DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER Référent PILPSE : JORGE OCAMPO 351, cours de la libération 33405 TALENCE Cedex email : jorge.ocampo@u-bordeaux.fr
ARCHITECTE:	BERNARD PIZON ARCHITECTE D.P.L.G BERNARD PIZON 1, allée des Coteaux - Lieu dit « Martin » - 33880 BAURECH tél. 05.56.78.77.26 – fax 05.56.91.36.96 email : bernard.pizon@free.fr
BUREAU D'ETUDES :	BETEL YANNICK DESTOUESSE 1, allée de la Gare - 33770 SALLES tél. 05.56.78.05.33 – mob 06.06.70.40.92 email : sarlbetel@orange.fr
BUREAU D'ETUDES :	IBC FABRICE AUBERT 1, avenue de la Marne - 33400 TALENCE tél. 05.57.89.26.72 – fax 05.57.89.28.63 email : ibc.bet@orange.fr

Dans toutes pièces du CCTP, le terme « maître d'œuvre » s'entend comme « concepteur - maître d'œuvre ».

1.3 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

1.3.1 Documents graphiques

Les plans suivants sont joints au dossier de consultation :

Liste des plans architecte		
Etat des Lieux	N°	Echelle
Plan d'ensemble RdC	P0.1	1/100°
façades	F0.1	1/100°
Démolitions	N°	Echelle
Plan démolitions RdC	P.02	1/100°
Projet		
Plan masse/toitures	M1.1	1/100°
Plan d'ensemble RdC	P1.1	1/100°
Plan RdC	P1.2	1/50°

Façades	F1.1	1/100°
---------	------	--------

1.3.2 Réglementation thermique RT 2012

Sans objet.

1.3.3 Préambule :

Le présent CCTP concerne la globalité des travaux pour :

RESTRUCTURATION ET REHABILITATION D'UNE ANCIENNE USINE POUR ACCUEILLIR LE CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL COMMUNE DE CASTELNAU DE MEDOC

Néanmoins, chaque lot comporte 1 DPGF permettant de détailler les travaux relevant des travaux de base compris les travaux en Option.

L'entreprise adjudicataire d'un lot s'engagera pour la totalité de ce lot, mais avec 1 acte d'engagement.

Ce dispositif n'exonère pas chaque entrepreneur de la nécessité de réaliser l'ensemble des travaux relevant de son lot jusqu'à parfaite finition, tels que décrits dans le corps du CCTP qui lui est global.

1.3.4 État actuel du bâtiment

Cf. état des lieux et carnet photographique.

1.3.5 État du terrain lors de la mise à disposition des entreprises

Le terrain et le bâtiment sera mis à disposition des entreprises dans son état actuel comme défini au paragraphe ci-avant.

1.3.6 Accès du terrain

L'accès du chantier pour les entreprises se fera par : suivant PGCSPS.

1.4 DECOMPOSITION DES TRAVAUX EN LOTS

L'ensemble des travaux de la présente opération est divisé en 10 lots, à savoir:

LOT	Désignation
00	PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS
01	GROS-ŒUVRE/DEMOLITIONS/INSTALLATIONS DE CHANTIER
02	MENUISERIES EXTERIEURES METALLIQUES
03	COUVERTURE ETANCHEITE/ZINGUERIE
04	SERRURERIE/PORTES SECTIONNELLES/BARDAGES ACIER/COUVERTURE ACIER
05	MENUISERIES INTERIEURES BOIS/PLATRERIE/ISOLATIONS/PLAFONDS SUSPENDUS
06	CARRELAGES
07	PEINTURES/SIGNALETIQUE
08	GENIE CLIMATIQUE/PLOMBERIE-SANITAIRE
09	ELECTRICITE CFO/CFA/INTRUSION/TELEPHONIE/INFORMATIQUE
10	VRD/AMENAGEMENTS EXTERIEURS

1.5 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Ce CCTP a pour objet de faire connaître le programme général des travaux et de définir leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, l'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait

achèvement des ouvrages, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance des documents constituant le CCTP contractuel.

1.6 DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS

1.6.1 Obligations contractuelles

Seront documents contractuels pour le présent marché :

- tous les documents DTU et les documents ayant valeur de DTU, qu'ils fassent l'objet d'une norme ou non, y compris ceux qui n'ont pas fait l'objet d'un fascicule interministériel CCTG et ceci par dérogation au Code des marchés publics ;
- ces documents sont les cahiers des charges (CC) ou cahiers des clauses techniques (CCT), les règles de calcul, les mémentos, guides, instructions, etc., tous les autres documents ayant valeur de DTU ;
- les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC et figurant sur la liste ;
- tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages ;
- toutes les normes NF concernant les ouvrages du présent marché, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

Les cahiers des clauses spéciales (CCS) des DTU sont applicables uniquement aux marchés privés, et ne sont pas documents contractuels pour les marchés publics.

En ce qui concerne toutefois les articles « Consistance des travaux » ou « Étendue des travaux » figurant dans les CCTP ci-après de certains lots et faisant référence aux CCS, les textes de ces articles sont, par dérogation, contractuels pour les marchés publics.

Toutes les réglementations applicables au projet objet du présent marché.

1.6.2 Connaissance des documents contractuels

L'entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables aux travaux de son marché.

L'entrepreneur devra, dans l'exécution des prestations de son marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Par documents de référence contractuels applicables aux présents marchés, il faut entendre tous les fascicules, additifs, mémentos modificatifs, errata, etc., connus à la date précisée au CCAP ou à défaut celle découlant des clauses du CCAG.

1.6.3 Réglementation technique européenne

Directive concernant les « Produits de construction »

- directive 89/106/CEE - produits de constructions, transposée en France par le décret du n°92-467 du 8 juillet 1992

Pour le moment, il n'existe pas d'obligation d'employer des produits de construction titulaires de la marque de conformité CE.

Règles « Eurocodes »

Ces règles n'ont pas pour le moment le statut de normes françaises homologuées et ne sont pas documents contractuels du présent marché (sauf spécifications contraires dans le CCTP ci-après).

DTU avec statut de norme

Dans un but d'harmonisation européenne, et afin de pouvoir être reconnus par les autres États de la communauté européenne, les documents techniques unifiés (DTU) prennent progressivement le statut officiel de normes.

Ces DTU à statut de normes sont précisés dans les CCTP des différents lots ci-après.

Pour certains lots, des normes EN sont visées dans les CCTP.

1.6.4 Indivisibilité du CCTP

Les entreprises devront consulter ces documents dans leur intégralité pour examen attentif, éviter les doubles emplois et omissions, compléter leur proposition pour obtenir la réalisation complète des ouvrages dans les meilleures conditions de mise en œuvre et d'économie.

Il en est ainsi pour tous les ouvrages qui sont demandés dans toutes les descriptions qui suivent même s'ils ne sont pas dessinés sur les plans ou pour les ouvrages figurant sur les plans et qui ne feraient pas l'objet de description dans le CCTP

Le but à atteindre étant l'exécution rationnelle des ouvrages dans le délai le plus court, il est indispensable que chaque entreprise participant à la construction connaisse non seulement le détail des prestations qui lui incombent, mais aussi les détails des travaux prévus par les autres corps d'état.

1.6.5 Ordre de préséance

Dans le cas éventuel de divergence ou de discordance implicite ou explicite entre les spécifications du CCTP et les clauses et prescriptions des DTU et des normes, il est précisé ce qui suit.

En ce qui concerne les DTU ou normes :

- pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des DTU et des normes qui prévaudront ;
- pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les clauses du CCTP qui prévaudront.

Pour ce qui est des textes « Consistance des travaux » ou autres textes ayant le même objet, figurant dans les DTU, ce sont toujours les spécifications du CCTP qui prévaudront.

1.6.6 Matériaux et produits hors domaine d'application des DTU

Pour les matériaux et procédés « non traditionnels » ou « innovants » qui n'entrent pas dans le cadre des documents contractuels visés ci-dessus, les entrepreneurs devront se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- avis technique ;
- agréments européens ;
- ou, à défaut aux règles et prescriptions de mise en œuvre du fabricant.

1.6.7 Documents réglementaires à caractère général

L'entrepreneur devra toujours respecter dans l'exécution de ses travaux, ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires, dont notamment les suivants :

- Code de la construction et de l'habitation ;
- Règlement national d'urbanisme (RNU) ;
- règles Véritas - Socotec ;
- réglementation sécurité incendie ;
- textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers ;
- règlement sanitaire départemental et/ou national ;
- textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ;
- textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main-d'œuvre ;
- règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier ;
- et tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc.

1.6.8 NRA : Nouvelle réglementation acoustique

Décrets et arrêtés du 28 octobre 1994 et du 9 janvier 1995.

L'entrepreneur devra respecter dans ces textes tous ceux applicables aux travaux de son marché.

1.6.9 Coordination sécurité et protection de la santé sur les chantiers

Dans le cas où l'entrepreneur fera appel à un ou plusieurs sous-traitants et, que de ce fait, plusieurs entreprises interviendront sur le chantier, seront applicables les lois, décrets, circulaires et autres textes officiels ayant trait à la coordination sécurité, connus à la date précisée au CCAP ou, à défaut, celle découlant des clauses du CCAG.

L'entrepreneur sera contractuellement tenu de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour l'entrepreneur sont contractuellement réputés compris dans le montant de son marché.

Une mission CSPS de niveau 2 a été confiée par la Maîtrise d'Ouvrage.

2. SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS GENERALES

2.1 PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur devra implicitement :

- les plans d'exécution des ouvrages de son lot en parfaite coordination avec l'ensemble des autres entrepreneurs
- toutes ses installations de chantier ;
- la fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- l'établissement des plans d'installation de chantier ;
- l'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- l'établissement des plans d'exécution ;
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- la fixation par tous moyens de ses ouvrages ;
- l'enlèvement de tous les gravois de ses travaux et les nettoyages après travaux ;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- la remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc., nécessaires pour respecter les délais d'exécution ;
- et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

Dans le cadre contractuel de son marché, **l'entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat**, c'est-à-dire qu'il devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document (pièces graphiques, pièces écrites, RICT, PGCSPPS, etc...), et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires quelles qu'elles soient pour obtenir ce résultat.

Les remarques contenues dans les rapports du bureau de contrôle et du coordonnateur SPS devront être prises en compte dans la remise d'offre de l'entreprise

2.2 DEMARCHES ET AUTORISATIONS

Il appartiendra à l'entrepreneur d'effectuer, en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux.

Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches devront être transmises au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre.

2.3 LIAISONS ENTRE LES LOTS ET CORPS D'ETAT

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- l'entrepreneur de gros œuvre prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux ;
- chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

2.4 TRAITS DE NIVEAU

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, l'entrepreneur du lot 01 gros œuvre devra, à ses frais :

- porter, à l'extérieur sur les façades, le niveau +1,00 m fini du premier niveau ;
- porter, à l'intérieur sur les murs et cloisons bruts et après l'exécution des enduits, le niveau +1,00 m fini au-dessus de tous les planchers, et ce autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires aux autres corps d'état.

Il est bien spécifié que ces traits de niveau seront à tracer par le gros œuvre également après exécution des enduits plâtre ou enduits minces exécutés par d'autres corps d'état.

2.5 TRAVAUX SPECIAUX

Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels l'entrepreneur titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, le maître d'œuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un entrepreneur spécialiste qualifié.

Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au maître d'ouvrage pour accord.

2.6 CONFORMITE A LA REGLEMENTATION « SECURITE INCENDIE »

Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation « sécurité incendie », les entrepreneurs devront assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le procès-verbal d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

2.7 ÉCHANTILLONS

L'entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Ils seront entreposés par l'entrepreneur dans un local spécial annexé au bureau du maître d'œuvre.

Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le registre comportera une case réservée à la signature du maître d'œuvre, qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du maître de l'ouvrage qui manifestera ainsi son acceptation.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures ci-dessus visées.

2.8 ÉLÉMENTS « MODELES »

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le maître d'œuvre aura la faculté de demander à l'entrepreneur la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de « modèle ».

Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat. Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entrepreneur devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le maître d'œuvre.

Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'entrepreneur et remplacé par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le maître d'œuvre lors de la demande.

2.9 REGLES D'EXECUTION GENERALES

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

À ce sujet, il est formellement précisé à l'entreprise qu'il lui sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux autres ouvrages et aucune prolongation de délai ne seront accordés.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués, « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'avis technique.

2.9.1 Objet du présent paragraphe

La présente note a pour objet des définitions qualitatives et quantitatives, des dispositions particulières envisagées pour l'organisation du chantier, en vue d'assurer les meilleures conditions d'exécution des travaux tout en respectant les délais imposés.

Elles complètent les prescriptions indiquées dans le PGC.

Dans le cas de contradiction avec le présent document, **ce sont les prescriptions du PGC qui prévaudront.**

Chaque entreprise prend parfaite connaissance du présent document. Elle en retire les éléments nécessaires à la rédaction de sa proposition et s'y conformera durant les travaux.

Les dispositions définitives, que ce soit celles décrites dans le présent document ou celles proposées par l'entreprise et acceptées par le Maître d'œuvre, font partie du marché. Elles deviennent contractuelles par le seul fait de leur signature.

Les imputations des travaux indiquées ci-après sont à la charge du lot mentionné pour le compte des lots objet de l'appel d'offres.

2.9.2 Direction de chantier

Chaque entreprise devra mettre en place sur le site et en permanence pendant toute la durée du chantier un responsable des travaux ayant tout pouvoir décisif et immédiat.

Sous la direction des concepteurs, les conducteurs de travaux et chefs de chantier de l'entreprise assureront les missions nécessaires au bon déroulement du chantier.

Les rendez-vous de chantier auront lieu en présence du représentant du :

- Maître d'Ouvrage
- Maîtrise d'œuvre
- OPC
- Bureau de contrôle
- CSPS
- Chefs d'Entreprises.

Les rendez-vous de chantier seront hebdomadaires - La présence de chaque entreprise convoquée est obligatoire. La liaison entre entreprises, la rédaction et la diffusion des comptes-rendus de chantier, seront réalisés par la maîtrise d'œuvre et l'OPC.

2.9.3 Organisation du chantier

Chaque entreprise doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de permettre à la Maîtrise d'œuvre, au bureau de contrôle et au coordonnateur SPS de remplir leurs missions.

2.9.4 Installations de chantier

Les installations de chantier seront phasées.

Des plans de phasage et un planning prévisionnel sont annexés au DCE.

L'entreprise du lot **01 GROS-ŒUVRE/DEMOLITIONS/INSTALLATIONS DE CHANTIER** établit, avant démarrage de toute intervention, un plan d'installation de chantier indiquant :

- Les accès au chantier (véhicules et piétons)
- Les modalités de clôture
- l'implantation des zones de cantonnement pour les salariés et les travailleurs indépendants (baraqués, vestiaires, réfectoires, sanitaires)
- Les voies d'accès piétonnes pour accéder à pied propre jusqu'à la zone de cantonnement
- L'implantation des bureaux de chantier en y incluant le bureau de la maîtrise d'œuvre et une salle de réunions
- L'implantation de la plate-forme déchets (les bennes à déchets de chantier mises à la disposition des entreprises)
- La position des branchements de chantier

L'entreprise du lot **01 GROS-ŒUVRE/DEMOLITIONS/INSTALLATIONS DE CHANTIER** complètera ce plan d'installation de chantier, à l'avancement des travaux, en précisant les éléments suivants :

- L'implantation des aires d'aménagement des bureaux et ateliers
- L'implantation des voies de circulation à l'intérieur du chantier
- L'implantation des zones de stockage
- L'implantation des engins de manutention -survol des grues
- L'implantation des ateliers et aires de travail spécifiques
- Les modifications envisagées.

L'entreprise du lot **01 GROS-ŒUVRE/DEMOLITIONS/INSTALLATIONS DE CHANTIER** organise l'installation de chantier en respectant les modalités suivantes :

- Utiliser les baraquements compatibles les uns avec les autres de manière à ce que la zone cantonnement puisse être la plus homogène possible et s'inscrire dans la surface qui sera définie en relation avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

La remise en état des zones occupées en fin de chantier ainsi que les pelouses et plantations qui auraient pu être endommagées est à la charge de l'entreprise du lot **01 GROS-ŒUVRE/DEMOLITIONS/INSTALLATIONS DE CHANTIER**.

Les installations de chantier seront conformes aux mesures d'organisation arrêtées par le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS suivant PGC.

2.9.5 Installations communes

Rappel des dispositions du CCP :

Nature	Lot
Fourniture et pose des clôtures de chantier et entretien et adaptation selon l'évolution du chantier	Suivant PGC
Fourniture et pose des cloisons intérieures provisoires d'isolement de la zone chantier/reste de l'établissement	Suivant PGC
Fourniture et pose d'un escalier extérieur d'accès aux toitures, création de points d'ancrage en toiture pour les approvisionnements	Suivant PGC
Fourniture et pose du panneau de chantier	Suivant PGC
Constat d'huissier contradictoire (bâtiments, VRD, mitoyens)	Suivant PGC
Installations de signalisation pour le chantier (panneaux divers, marquages au sol, feux stops éventuels...)	Suivant PGC
Installations communes de sécurité et d'hygiène (sanitaires, vestiaires, réfectoire, infirmerie) en fonction de la réglementation et de l'effectif TCE	Suivant PGC

Installations spécifiques de réunion de chantier (salle de réunion, tables et chaises pour 15 personnes, armoire de rangement pour plans, pièces techniques, PGC, registre journal)	Suivant PGC
Installations d'éclairage pour le chantier	Suivant PGC
Installation et entretien du réseau provisoire d'électricité y/c branchement EDF de chantier pour les besoins du chantier, des installations communes et installations spécifiques	Suivant PGC
Installation et entretien du réseau provisoire d'eau potable y/c hors gel	Suivant PGC
Installation réseau d'électricité chantier provisoire (armoire de chantier et éclairage intérieur du chantier) à partir de l'armoire générale du chantier	Suivant PGC
Réseau intérieur d'eau potable à partir du compteur chantier	Suivant PGC
Evacuation provisoire des eaux de pluie reçues par les installations communes ou pour le chantier y/c frais de raccordements éventuels au réseau public et aménagements des zones de stockage	Suivant PGC
Exécution des évacuations et branchements provisoires à l'égout EU/EV pour les installations communes ou pour le chantier y/c frais de raccordement éventuels au réseau public	Suivant PGC
Consommations de fluides (eau, électricité, téléphone de chantier...) nécessaires au chantier, aux installations communes et aux installations spécifiques de réunion de chantier	Suivant PGC

Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant, étant précisé qu'incombent au lot **01 GROS-ŒUVRE/DEMOLITIONS/INSTALLATIONS DE CHANTIER**

- ▶ Les charges temporaires de voirie et de police.
- ▶ Les frais de gardiennage du chantier, d'ouverture et de fermeture provisoire des bâtiments.

Pour le nettoyage du chantier:

- ▶ Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- ▶ Chaque entrepreneur à la charge de l'évacuation des emballages.
- ▶ Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation, de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.
- ▶ L'entrepreneur titulaire du **lot n°01 GROS-ŒUVRE/DEMOLITIONS/INSTALLATIONS DE CHANTIER** a la charge d'assurer l'entretien et le nettoyage des installations communes.

Approvisionnement et gestion des bennes, ainsi que dépenses liées aux déchets de chantier :

Pendant la phase Chantier : L'intégralité de cette prestation est à la charge du **LOT 01 GROS-ŒUVRE/DEMOLITIONS/INSTALLATIONS DE CHANTIER**.

2.9.6 Clôtures de chantier

Le chantier sera clôturé par une clôture composée de barrières grillagées de hauteur 2,00m minimum fixés sur plots en béton armé et fixées entre elles afin d'éviter tout risque de dépose de celles-ci.

Ces clôtures seront équipées de portails et portillons fermant à clé.

Les modalités d'installations et de raccordement seront conformes aux mesures d'organisation arrêtées par le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS

2.9.7 Sécurité de chantier

Chaque entreprise est responsable de la prévention des accidents pour ce qui concerne ses travaux et se conformera aux dispositions collectives et individuelles prévues par le coordonnateur SPS dans son PGCSPS.

2.10 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX

2.10.1 Généralités

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter de défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

2.10.2 Produits de marque

Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles, indiqués ci-après dans le CCTP avec la mention « ou équivalent », ne sont donc donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.

Les entrepreneurs auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, formes, aspects, etc.

2.10.3 Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le maître d'œuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité.

Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

2.10.4 Agréments - Essais - Analyses

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un Avis Technique du CSTB, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet Avis Technique, et il devra toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre, d'en apporter la preuve.

L'entrepreneur sera également tenu de produire, à toute demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

À défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

2.11 RESERVATIONS - PERCEMENTS - REBOUCHAGES - SCELLEMENTS - RACCORDS, ETC.

2.11.1 Prescriptions générales

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporations au coulage, etc. nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.

Dans tous les ouvrages verticaux et horizontaux en béton et en béton armé, ainsi que dans tous les éléments préfabriqués le cas échéant, tous les percements, passages, trous, gaines, etc. devront être réservés au coulage par l'entrepreneur de gros œuvre, les refouillements, percements et autres dans ces ouvrages étant formellement interdits.

En conséquence, tous les entrepreneurs des corps d'état concernés devront en temps utile prendre toutes dispositions afin de faire prévoir au coulage ou à la préfabrication toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de leurs ouvrages.

Dans les autres maçonneries, tous les trous, percements, saignées, etc. seront exécutés par les entrepreneurs des corps d'état concernés.

Les scellements, rebouchages, etc. seront toujours à effectuer par l'entrepreneur du corps d'état concerné.

Les pénalités de retard prévues au CCAP seront appliquées aux corps d'état qui n'auront pas remis à temps leurs plans de réservation.

2.11.2 Réservations au coulage et / ou à la préfabrication

Tous les entrepreneurs dont l'exécution des ouvrages de leur marché nécessite des percements, passages, trous, gaines, etc. dans les ouvrages en béton et en béton armé, ainsi que dans les éléments préfabriqués le cas échéant, établiront des plans de réservations donnant les implantations, dimensions et autres indications utiles concernant ces réservations.

Ces plans de réservations devront être transmis à l'entrepreneur de gros œuvre, dans le délai fixé, avec copie au maître d'œuvre.

L'entrepreneur de gros œuvre, sera tenu de prévoir toutes les réservations conformément aux plans qui lui auront été remis.

La fourniture des caissons de coffrage, tasseaux, boîtes de scellement, négatifs, etc. nécessaires pour les réservations sera à la charge de l'entrepreneur de gros œuvre.

Chaque entrepreneur sera tenu de s'assurer que les réservations demandées ont été prévues par le gros œuvre conformément aux plans remis, et il devra, le cas échéant, signaler immédiatement au maître d'œuvre toute inexactitude ou omission qu'il aurait constatée.

Toutes les réservations qui n'auraient pas été effectuées au coulage ou à la préfabrication seront obligatoirement exécutées par le gros œuvre et les frais en seront supportés :

- par l'entrepreneur du corps d'état concerné dans le cas où son plan de réservations serait incomplet ou inexact ;
- par l'entrepreneur de gros œuvre dans le cas d'une omission ou erreur de sa part.

Mêmes spécifications pour ce qui est des réservations mal positionnées, le cas échéant.

2.11.3 Percements dans des maçonneries et ouvrages autres que béton

Les percements dans tous les murs en maçonnerie ainsi que dans les cloisons et ouvrages autres qu'en béton seront exécutés par les entrepreneurs concernés.

Dans le cas de percements dans les éléments porteurs soumis à des contraintes importantes, l'entrepreneur devra obtenir l'accord du maître d'œuvre avant d'exécuter ses percements.

2.11.4 Tranchées - Gains - dans des maçonneries et cloisons

Mêmes prescriptions que pour les percements.

Dans les cloisons minces, les saignées et tranchées ne devront en aucun cas avoir une profondeur supérieure à la demi-épaisseur de la cloison brute.

Dans le cas de cloisons en matériaux creux, les saignées et tranchées ne devront jamais pénétrer dans la paroi opposée du matériau creux.

2.11.5 Scellemets

Dans le cas général, les scellements se feront au mortier de ciment et sable fin, et les cales en bois dans les scellements sont interdites.

Dans le cas de scellement dans des parois extérieures en matériaux isolants, le scellement devra, dans la mesure du possible, être réalisé avec des matériaux identiques.

Dans les éléments montés au plâtre et ceux enduits au plâtre, les scellements se feront au plâtre.

Les scellements devront toujours être arasés de 0,010m environ en retrait du nu fini, afin de réserver l'épaisseur nécessaire pour le raccord.

2.11.6 Rebouchages

Mêmes prescriptions que pour les scellements en ce qui concerne les matériaux à employer et l'arasement.

2.11.7 Fourreaux

Les fourreaux seront soit en tube acier peint antirouille, soit en PVC.

Ils seront de diamètre immédiatement supérieur à celui des tuyaux pour lesquels ils sont prévus, sauf dans le cas où, pour des raisons de dilatation, un jeu plus important doit être prévu.

Dans les locaux susceptibles d'être lavés à l'eau, le fourreau devra dépasser le niveau du sol fini de 15mm.

Dans tous les autres cas, leur longueur devra être telle que leur extrémité affleure le nu fini de l'ouvrage dans la mesure du possible, mais en aucun cas il ne sera toléré des fourreaux en retrait par rapport au nu fini de l'ouvrage.

Dans tous les fourreaux disposés dans des parois ou planchers séparatifs de deux locaux privatifs, l'espace entre le tuyau et le fourreau devra être calfeutré par un matériau souple adéquat, assurant l'isolement phonique.

2.11.8 Raccords

Les raccords seront exécutés par les corps d'état assurant les travaux d'enduits et de revêtements (maçonnerie - plâtrerie - carrelage - revêtements minces - peinture - etc.).

Les raccords seront toujours réalisés en matériau strictement de même nature que le parement concerné.

La finition des raccords devra être parfaite, leur arasement strictement au même nu, aucune marque de reprise ne devra être visible, etc.

2.11.9 Remarques particulières concernant les ouvrages en béton et béton armé

Dans le cas où, par suite de modifications intervenues après réservation, des percements seraient nécessaires dans des ouvrages en béton ou béton armé, ils pourront être réalisés sous réserve de répondre aux conditions suivantes :

- accord de l'ingénieur chargé des études de béton armé et, le cas échéant, du bureau de contrôle et de l'entrepreneur de gros œuvre ;
- exécution par l'entrepreneur de gros œuvre ;
- exécution, dans le cas d'ouvrages horizontaux en béton, obligatoirement du bas vers le haut.

Tous les rebouchages dans les ouvrages en béton et béton armé devront être réalisés avec un béton d'un dosage équivalent à celui du béton exécuté. Dans le cas où un entrepreneur procéderait à des rebouchages ne répondant pas à cette condition, ces rebouchages seraient démolis et refaits par l'entreprise de gros œuvre aux frais de l'entrepreneur en cause.

2.11.10 Respect des isolements phoniques

Dans tous les cas de percements, saignées, rebouchages, scellements, fourreaux, etc., les entrepreneurs devront veiller à respecter la valeur d'isolement phonique de la paroi concernée.

Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires pour maintenir la valeur d'origine de l'isolement phonique de la paroi.

2.12 CONFORMITE A LA REGLEMENTATION - SECURITE INCENDIE

Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation sécurité incendie, l'entrepreneur devra assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le procès-verbal d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

2.13 PROTECTION DES OUVRAGES NEUFS

L'entrepreneur devra assurer la protection de ses revêtements de sols jusqu'à la réception.

Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois ou par tout autre moyen efficace.

En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints.

Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir.

Mêmes spécifications en ce qui concerne les marches d'escaliers, où plus particulièrement le nez de marche devra être protégé.

Les appareils sanitaires devront également être protégés, notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes, qui du fait de leur position risquent d'être épaufrées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par l'entrepreneur.

2.14 NETTOYAGE DE CHANTIER

Les sols seront livrés par le gros œuvre aux entrepreneurs de second œuvre parfaitement nettoyés, exempts de toutes traces de mortier ou de plâtre, soigneusement balayés.

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage et la mise en tas de l'emplacement prévu à cet effet aux abords du chantier.

Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

De plus, et à raison d'une fois par mois au minimum, l'entrepreneur de gros œuvre devra effectuer un nettoyage et balayage général de la construction.

Seront également à la charge du gros œuvre le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier.

Tous les frais de nettoyage ci-dessus resteront à la charge de chaque entrepreneur, le gros œuvre ayant en plus à sa charge le nettoyage mensuel.

Dans le cas de non respect des prescriptions ci-dessus, le maître d'œuvre et / ou le maître d'ouvrage pourront à tout moment faire procéder, par l'un des entrepreneurs de l'opération ou par une entreprise extérieure de leur choix, au nettoyage et sortie de gravois, les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause ou, dans le cas où le responsable ne pourra être défini, ils seront portés au compte prorata.

2.15 REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier par l'entrepreneur, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- chaque entrepreneur enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais ;
- l'entrepreneur de gros œuvre aura en plus à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier cf PGCSPPS;
- cet entrepreneur aura également à enlever toutes les installations de chantier communes, bureaux de chantier, etc. réalisés par ses soins en début de chantier cf PGCSPPS.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

2.16 PASSERELLES - PROTECTIONS – ETC. DES TRANCHEES

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge, dans le cadre des prix de son marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité au droit des tranchées de canalisation, notamment :

- toutes les passerelles avec ou sans garde-corps, selon le cas ;
- toutes les barrières, garde-corps et autres protections nécessaires ;
- la signalisation de jour et de nuit ;

et tous autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires.

3. SPECIFICATIONS PARTICULIERES AUX TRAVAUX DANS EXISTANTS

3.1 PROTECTION DES EXISTANTS

3.1.1 Protection des ouvrages existants

Lors de toute exécution de travaux dans existants, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Devront particulièrement être protégés dans la mesure où ils ne sont pas à remplacer dans le cadre des travaux prévus :

- les revêtements de sols et plus particulièrement ceux en tapis textile, moquette, parquets, ainsi que ceux en marbre ou pierre, le cas échéant;
- les escaliers et plus particulièrement ceux en bois, et ceux avec revêtements textile et moquette ;
- les ouvrages en bois apparent, le cas échéant ;
- les appareils sanitaires et robinetteries.

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

3.1.2 Mesures de conservation des ouvrages existants

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Ils pourront être, selon le cas, des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastique, des écrans antipoussière, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Chaque entrepreneur devra mettre en place les protections nécessaires pour l'exécution de ses propres ouvrages.

Les ouvrages de protection communs seront à mettre en place par l'entrepreneur de gros œuvre ou à défaut par un entrepreneur principal désigné par le maître d'œuvre.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par l'entreprise lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'entreprise en début de travaux.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avèreront nécessaires.

3.1.3 Travaux réalisés en immeuble inoccupé

Les travaux seront réalisés en immeuble inoccupé.

La zone de travaux sera correctement isolée, les approvisionnements et accès des ouvriers sur le chantier seront réalisés suivant les prescriptions du PGCSPPS.

3.1.4 Prises en charge des frais

Les frais consécutifs aux mesures de protection et de conservation des existants seront à la charge des entreprises dans les conditions suivantes :

- les frais de toutes les protections seront à la charge de toutes les entreprises intervenant à l'intérieur du bâtiment, au prorata du montant de leurs marchés respectifs.

3.1.5 Mesures de conservation des abords

Les abords des bâtiments et plus particulièrement les espaces plantés devront être sauvegardés en leur état.

Les entrepreneurs dont les travaux nécessitent la mise en place d'échafaudages, de monte-matériaux, d'échelles, etc., devront prendre toutes dispositions pour ne pas causer de dégradations aux espaces plantés.

3.1.6 Nettoyages

En complément aux prescriptions relatives aux nettoyages, il est précisé que :

- le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet ;
- les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs ;
- en fin de travaux, l'entrepreneur devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

En résumé, l'entrepreneur devra en fin de chantier restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

Les frais de ces nettoyages resteront à la charge de l'entreprise, sauf les frais des nettoyages en fin de travaux qui seront à la charge des entreprises étant intervenues à l'intérieur du bâtiment, au prorata du montant de leurs marchés respectifs.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et aux frais de ce dernier.

3.1.7 Travaux de dépose et de démolition

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix de l'entrepreneur qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

3.1.8 Travaux de démolition d'ouvrages en béton armé

Lors de travaux de démolition de béton armé, les entrepreneurs devront prendre toutes mesures nécessaires pour réduire au maximum les nuisances de voisinage.

Les ouvrages en béton armé devront être démolis par des pinces à béton qui broient le béton en petits morceaux ou par tout autre outillage obtenant le même résultat.

Les chutes d'ouvrages entiers seront évitées pour supprimer les chocs et les risques de vibrations dans le sol.

3.1.9 Matériaux et matériels de récupération

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix du marché.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, l'entrepreneur aura la liberté de récupérer tous les matériaux de son choix, mais il devra les évacuer du chantier en même temps que les gravois.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à l'entrepreneur qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

3.1.10 Échafaudages - Agrès - Protections - Etc.

Les prix du marché comprennent implicitement tous les échafaudages, agrès, etc., nécessaires pour réaliser les travaux, ainsi que tous les garde-corps, garde-gravois, platelages, écrans et tous autres nécessaires pour assurer la sécurité.

3.1.11 Emploi de gros engins mécaniques

Compte tenu des conditions du chantier, l'attention de l'entrepreneur de gros œuvre est attirée sur le risque que pourrait éventuellement présenter l'utilisation de gros engins pour l'exécution de certains travaux.

À ce sujet, il est formellement spécifié que l'emploi de tels engins ne devra en aucun cas :

- causer des vibrations telles qu'elles seraient perceptibles dans les constructions voisines ;
- entraîner par suite des manœuvres et des vibrations des désordres, si minimes soient-ils, aux existants.

3.1.12 Nuisances de chantier

Chaque entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier, et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- les bruits de chantier ;
- les poussières générées ;
- la gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier ;
- les salissures des voies publiques.

3.1.13 Stockage de matériaux sur les planchers existants

Aucun stockage de matériau et aucun atelier de chantier ne devra être établi sur les planchers existants.

En ce qui concerne le stockage de matériaux à court terme, qui est pour certains travaux indispensable à leur avancement normal, il appartiendra à l'entrepreneur de prendre toutes dispositions pour éviter que les planchers existants prennent une flèche, si minime soit-elle.

En cas de non-respect par l'entrepreneur de cette prescription, le maître d'œuvre pourra immédiatement prendre les mesures qui s'imposent, aux frais de l'entrepreneur responsable.

3.1.14 Prescriptions particulières aux travaux de gros œuvre dans existants

Pour l'exécution des travaux de reprises en sous-œuvre, de percement de baies, etc., l'entrepreneur de gros œuvre devra prendre toutes dispositions et précautions nécessaires pour éviter tous désordres, si minimes soient-ils, aux ouvrages existants.

Il devra notamment :

- exécuter tous étalements et étré sillonnements avant les travaux ;
- procéder aux reprises par petites parties ;
- obtenir un serrage parfait des nouvelles maçonneries sous celles existantes par mise en œuvre de coins de serrage ou par tout autre procédé.

Il est bien entendu que l'entrepreneur aura à supporter toutes les conséquences de désordres qui apparaîtraient sur les ouvrages existants en cours d'exécution des travaux ou après finition de ceux-ci.

Tous les frais consécutifs aux prescriptions du présent article font intégralement partie du prix forfaitaire du corps d'état gros œuvre.

3.1.15 Maintien en état des voies, réseaux, etc.

L'entrepreneur du lot Gros-œuvre sera responsable du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures, et installations de toutes natures, publics ou privés, affectés par les travaux du chantier. Il devra de ce fait faire procéder à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyages nécessaires. Il devra de même permettre le passage de la circulation générale ou locale, l'exécution des services publics, ainsi que l'écoulement des eaux superficielles.

Cet entrepreneur devra dans tous les cas prévenir les propriétaires fermiers ou concessionnaires intéressés et signaler suffisamment tôt au maître de l'ouvrage les permissions, arrêts ou dérogations qu'il y aurait lieu de solliciter des pouvoirs publics. Il devra, à ses frais, assurer le placardage de ces textes et mettre en place la signalisation correspondante.

Ledit entrepreneur ne saurait se prévaloir à l'encontre de la responsabilité du présent article des renseignements qui pourraient être portés aux diverses pièces du dossier de consultation qui sont réputés n'être fournis qu'à titre indicatif. Il sera tenu de les vérifier et de les compléter à ses frais par tous sondages nécessaires.

L'entrepreneur susvisé fera, le cas échéant, son affaire de la répartition des frais découlant des obligations du présent article, entre les différents entrepreneurs intervenant sur le chantier en fonction de leur responsabilité quant à la cause de ces frais.

3.1.16 Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard le cinquième jour après la réception des travaux.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- chaque entrepreneur enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais ;
- l'entrepreneur de gros œuvre aura en plus à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier cf PGCSPS;
- cet entrepreneur aura également à enlever toutes les installations de chantier communes, bureaux de chantier, etc., réalisés par ses soins en début de chantier cf PGCSPS.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

3.1.17 Réservations - Trous – Scellements – Fourreaux - Rebouchages

3.1.17.1 Réservations et trous dans structure créée

Pour les réservations dans les planchers, murs béton et maçonneries supérieures ou égales à 20 x 20 cm à la charge du lot **01 GO/Installations de chantier** si celles-ci lui sont données à temps par les autres corps d'état. Les entreprises des lots techniques devront vérifier et valider les réservations faites par le corps d'état Gros œuvre.

Pour les réservations dans les planchers, murs béton et maçonneries inférieures à 20 x 20 cm à la charge de chaque lot concerné y compris renforts éventuels sur ouverture.

Il est précisé qu'aucun percement, après coup dans les ouvrages porteurs en béton armé, ou dans les maçonneries apparentes, ne sera autorisé.

En début de chantier, et autant de fois que nécessaire en cours de chantier, les entrepreneurs de chaque corps d'état devront donner, en temps voulu, à ou aux entrepreneurs des corps d'état intéressés, toutes les indications concernant les sujétions dues à leur propre travail, en particulier : les percements, trous, aménagements de niches, trémies, implantation de maçonnerie, raccords de toute nature. etc...

Ils devront veiller personnellement à l'exécution de ces travaux sans que le Maître d'œuvre ait à intervenir.

3.1.17.2 Réservations et trous dans bâtiment existant

Tous les percements dans les planchers, les murs ou les cloisons nécessaires à la bonne exécution de ses travaux seront à la charge de chaque corps d'état et exécutés sous la surveillance du corps d'état Gros œuvre. Les renforcements de structure éventuels demandés par le bureau de contrôle seront à la charge de chaque corps d'état pour les percements dont il a la charge.

Seuls les percements indiqués sur les plans Gros œuvre dans les planchers et murs en maçonnerie et les passages de réseaux indiqués sur les plans des lots chauffage-Ventilation-Plomberie Sanitaires et Electricité sont à la charge du corps d'état Gros œuvre (trémies, gaines, ouvertures dans murs).

En début de chantier, et autant de fois que nécessaire en cours de chantier, les entrepreneurs de chaque corps d'état devront donner, en temps voulu, à ou aux entrepreneurs des corps d'état intéressés, toutes les indications concernant les sujétions dues à leur propre travail, en particulier : les percements, trous, aménagements de niches, trémies, implantation de maçonnerie, raccords de toute nature. etc...

Ils devront veiller personnellement à l'exécution de ces travaux sans que le Maître d'œuvre ait à intervenir.

3.1.17.3 Fourreaux

Toutes les canalisations traversant des parois en maçonnerie de quelque nature que ce soit, ou en béton, devront être protégées par un fourreau de diamètre approprié faisant saillie de part et d'autre :

- d'une paroi verticale : 0,01 m
- d'un plancher : 0,10 m au-dessus et 0,01 m. au-dessous.

L'espace entre la canalisation et le fourreau sera bourré à l'aide de matériaux coupe feu, isophonique, fermé par un joint silicone d'étanchéité à chaque extrémité.

3.1.17.4 Rebouchages des structures créées

Les rebouchages et calfeutrements des réservations dans les planchers, murs béton et maçonnerie pour réservation supérieures ou égales à 20 x 20 cm seront réalisés par l'entreprise du corps d'état Gros œuvre et à la charge de l'entreprise demandeuse.

Les rebouchages et calfeutrements des réservations dans les planchers, murs béton et maçonnerie pour réservation inférieures à 20 x 20 cm seront réalisés par l'entreprise qui effectue la réservation.

Toute les trémies seront rebouchées par le corps d'état Gros œuvre et à tous les niveaux.

Les calfeutrements d'huissierie et bâtis de menuiseries seront réalisés par le corps d'état Gros œuvre.

Suivant la nature des matériaux, les scellements et calfeutrements dans les cloisons et parois en autre matériau que béton et agglos pleins seront exécutés au mortier de ciment ou au plâtre, y compris finition par les entreprises intéressées.

Dans le cas de scellements, calfeutrements ou raccords jugés défectueux par le maître d'œuvre, le travail exécuté sera démoli et refait par l'entreprise de Gros œuvre sauf pour les raccords sur ouvrages en plaques de plâtre réalisés par l'entreprise du lot Plâtrerie et les raccords de sols plastiques, carrelage et de faïence réalisés par l'entreprise du lot spécialisé, l'ensemble aux frais exclusifs de l'entreprise responsable.

3.1.17.5 Rebouchage dans bâtiments existants

Tous les rebouchages et calfeutrements des réservations dans les planchers, mur béton et maçonnerie seront à la charge des entreprises qui ont réalisés les réservations.

Le rebouchage des percements indiqués sur les plans Gros œuvre seront à la charge du corps d'état Gros œuvre (trémie, gaine, ouverture dans murs)

Le calfeutrement d'huissierie et bâtis de menuiserie seront réalisés par le corps d'état Gros œuvre.

Tous les trous et trémies non réutilisables après les travaux de dépose et de démolition seront rebouchés par le corps d'état Gros œuvre.

3.1.17.6 Scellements

Les scellements à l'aide d'appareils mécaniques, pistolets, etc... ne pourront être utilisés qu'après accord du Maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle.

Les scellements pourront être effectués à l'aide de mortier de ciment, ciment rapide, résine ou plâtre, selon la nature du support et l'implantation du scellement.

Les pièces de bois recevront obligatoirement, avant scellement, une couche de protection adaptée sur les faces destinées à être dissimulées.

Les parties métalliques scellées au plâtre seront protégées à minima par une couche d'antirouille.

Les éléments aluminium et acier inox recevront une protection avant scellement.

Il pourra être interdit d'effectuer certains scellements dans des pièces de structure.

L'entreprise concernée devra alors assurer à ses frais la modification de ses ouvrages ou la création des éléments supports particuliers pour permettre la bonne stabilité des ouvrages.

3.1.17.7 Raccords

Les raccords seront toujours réalisés en matériau strictement de même nature que le parement concerné.

La finition des raccords devra être parfaite, leur arasement strictement au même nu, aucune marque de reprise ne devra être visible, etc.

3.1.17.8 Raccords de peinture et de papiers peints

Sur les parois et plafonds conservés dans leur état actuel :

- les raccords de peinture seront à la charge de l'entrepreneur, ainsi que les raccords de papier peint ; à défaut de papier peint d'origine disponible, ceux-ci seront à réaliser par peinture d'un ton adapté ;

3.1.18 Coupures, débranchements et réalimentations provisoires

Les coupures, débranchements et toutes les réalimentations provisoires pour les travaux (électricité, plomberie, chauffage, ventilation, etc...) resteront réalisés et à la charge des lots techniques spécialisés.

Les certificats de consignation devront être établis et diffusés par les lots techniques spécialisés.

3.1.19 Traits de niveaux et traces

Les repères de niveau et tracés de construction seront assurés et entretenus par le lot **01 Gros-oeuvre/Installations de chantier** autant de fois qu'il sera nécessaire au cours du chantier.

Les tracés intérieurs, pour exécution des cloisons à la pose des huisseries seront exécutés par les lots concernés.

3.1.20 Etat des lieux

Dans le cas d'une prise en charge partielle des locaux un état des lieux contradictoire sera réalisé par la maîtrise d'œuvre en présence de la maîtrise d'ouvrage et du conducteur d'opération.

3.1.21 Plans des existants

Les plans des existants suivants sont annexés au dossier :

Liste des plans architecte		
Etat des Lieux	N°	Echelle
Plan d'ensemble RdC	P0.1	1/100°
Façades	F0.1	1/100°

Ces documents graphiques sont des documents graphiques contractuels.

3.1.22 Dimensions des existants

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel.

Il en est de même pour ce qui est des cotes et dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot.

Au moment des travaux, l'entrepreneur procédera sous sa seule responsabilité à la totalité des levés de cotes qui lui sont nécessaires.

3.1.23 Sortie et enlèvement des matériaux de démolition et gravois

Tous les travaux prévus au marché comprennent implicitement le ramassage, la descente ou la montée et la sortie hors de la construction de tous les déchets, gravois, matériaux, matériels et équipements déposés ou démolis.

Ils comprennent également, sauf spécifications contraires explicites, l'enlèvement hors du chantier.

Lieu de dépôt à toute distance, tous droits de décharge ou autres étant à la charge de l'entrepreneur.

3.1.24 Bennes pour gravais et déchets

Il devra être mis en place des bennes pour recevoir les gravais, emballages et autres petits déchets en provenance des travaux, à l'exclusion :

- des matériaux de démolition des toitures ;
- des matériels sanitaires et de chauffage déposés ;
- des menuiseries et protections déposées ;
- des gravais des démolitions et maçonneries extérieures ;
- qui seront enlevés directement du chantier par les entrepreneurs respectifs.

Ces bennes devront être remplacées au fur et à mesure de leur remplissage.

Ces bennes seront à installer aux emplacements à définir pendant la période de préparation.

L'installation et le remplacement de ces bennes seront à la charge de chaque entreprise.

4. BRUITS DE CHANTIER

4.1 RESPECT DE LA LEGISLATION ET DES REGLEMENTATIONS

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- loi no 92-1444 du 31 décembre 1992, dite « loi bruit », avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit.

4.2 OBLIGATION DE RESULTAT

Dans le cadre contractuel de leurs marchés, les entrepreneurs seront tenus à une obligation de résultat.

Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier, pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le maître d'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas d'infractions les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions nécessaires.

4.3 COUTS DES DISPOSITIONS A PRENDRE POUR RESPECTER LES DIFFERENTES REGLEMENTATIONS EN MATIERE DE BRUITS DE CHANTIER

Ces coûts restent à la charge de chaque entreprise, ils sont implicitement compris dans le prix du marché.

Ils ne pourront en aucun cas être portés au compte prorata, sauf dans le cas de mesures ou dispositions collectives.

5. DECHETS DE CHANTIER

5.1 RESPECT DE LA LEGISLATION ET DE LA REGLEMENTATION

Les déchets de chantier de bâtiment devront être gérés et traités par les entrepreneurs dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- loi no 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- loi no 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- loi no 92-646 du 13 juillet 1992, modifiée, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement. Loi complétant et modifiant les 2 précédentes ;
- loi no 95-101 du 2 février 1995 relative aux renforcements de la protection de l'environnement.

Arrêté préfectoral approuvé le 10 juin 2004 concernant les orientations définies dans le plan départemental de gestion des déchets du BTP.

5.2 TRI DES DECHETS SUR CHANTIER

Devront obligatoirement être triés sur chantier les déchets suivants :

- les déchets dangereux ;
- les déchets inertes ;
- les emballages.

Les déchets ménagers et assimilés pourront être triés ou non sur le chantier.

5.3 ENLEVEMENT DES DECHETS

Les déchets et emballages ne devront en aucun cas être mis en vrac aux abords du bâtiment, ils seront traités et évacués, conformément à la réglementation en vigueur à ce sujet, notamment :

- les déchets classés « dangereux » seront évacués en centre d'enfouissement de classe 1;
- les déchets inertes, en classe 3.

En ce qui concerne les emballages :

- les emballages ayant contenu des produits classés «dangereux» seront évacués en centre d'enfouissement de classe 1 ;
- les autres emballages devront obligatoirement être valorisés.

5.4 IMPUTATION DES FRAIS DE GESTION, DE TRAITEMENT ET D'ELIMINATION DES DECHETS

Tous les frais et coûts de la gestion sur chantier, des traitements de valorisation et/ou d'élimination des déchets de chantier sont à la charge des entrepreneurs participant au chantier.

Le marché de chacun des lots comprend un poste prévu au dossier de consultation rémunérant ces frais pour chaque lot.

6. ANNEXE 1 - BRUITS DE CHANTIER

6.1 TEXTES LEGISLATIFS - REGLEMENTATION

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

6.1.1 Législation

Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992, dite « loi bruit », avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit.

6.1.2 Codes et règlement type

6.1.2.1 Code de la santé publique

Application des articles R. 48-1 à R. 48-5 du décret n°95-408 du 18 avril 1995 et de l'arrêté du 10 mai 1995 relatif aux modalités de mesure.

6.1.2.2 Code des Collectivités territoriales

Application des articles L. 2212-2 et 2214-4 relatifs au constat et à la répression des bruits de voisinage, en application du décret du 18 avril 1995 et de l'arrêté du 10 mai 1995.

6.1.2.3 Règlement sanitaire départemental type

Circulaire du 9 août 1978 article 101-3 relatif à une autorisation et aux dispositions réglementaires à prendre pour des travaux à exécuter dans des zones particulièrement sensibles.

6.1.3 Autres textes officiels relatifs aux bruits de chantier

Décret n°69-380 du 18 avril 1969 relatif à l'insonorisation des engins de chantier abrogé par le décret n°95-79 du 23 janvier 1993, à titre transitoire, les arrêtés d'application demeurent en vigueur ainsi que les sanctions pénales, jusqu'à parution au fur et à mesure des arrêtés d'application du décret n°95-79.

Arrêté du 3 juillet 1979 modifié par les arrêtés du 6 mai 1982 et arrêté du 2 janvier 1986 fixant le Code général de mesure relatif au bruit aérien émis par les matériels et engins de chantier, pris respectivement en application des directives 79/113/CEE du 19 décembre 1978, 80/1051/CEE du 7 décembre 1981 et 85/405/CEE du 11 juillet 1985. Arrêtés pris en application du décret n°69-380 du 18 avril 1969 (remplacés au fur et à mesure par les arrêtés d'application du décret n°95-79 du 23 janvier 1995) :

- du 11 avril 1972 ;
- du 4 novembre 1975 ;
- du 26 novembre 1975 ;
- du 10 décembre 1975 ;
- du 7 novembre 1977.

Directive 84/532/CEE du Conseil du 17 septembre 1984, concernant le rapprochement des législations des États membres, relative aux dispositions communes aux matériels et engins de chantier.

Arrêté du 20 août 1985 relatif au respect de l'environnement extérieur.

Arrêtés du 2 janvier 1986, abrogés par l'arrêté du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier.

Arrêté du 18 septembre 1987 modifié, remplacé par l'arrêté du 12 mai 1997 relatif à la limitation des émissions sonores des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des boteurs, des chargeuses et des chargeuses-pelleteuses.

Décret du 21 avril 1988 relatif à la protection des travailleurs - bruits des machines.

Circulaire du 7 juin 1989 relative aux bruits de voisinage.

Décret n°95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article 2 de la loi no 92-1444 du 31 décembre 1992 relatif aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation.

Décret du 18 avril 1995

Arrêté du 10 mai 1995 - arrêté d'application du décret relatif aux pouvoirs des communes pour constater et réprimer les bruits de voisinage.

Arrêté du 10 mai 1995 relatif aux modalités de mesure des bruits de voisinage.

Décrets et arrêtés du 20 octobre 1995 relatifs aux bruits.

Circulaire du 27 février 1996 relative à la lutte contre les bruits de voisinage et présentant la panoplie réglementaire complète.

Arrêté du 12 mai 1997, pris en application de la directive 84/532/CEE du 17 septembre 1984 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier, relatif à la limitation des émissions sonores :

- des motocompresseurs ;
- des groupes électrogènes de puissance ;
- des groupes électrogènes de soudage ;
- des grues à tour ;
- des marteaux-piqueurs et des brise-béton ;
- des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des boteurs, des chargeuses et des chargeuses-pelleteuses.

6.1.4 Normes

Acoustique : NF ISO 6393.

Mesurage du bruit aérien émis par les engins de terrassement :

- NF ISO 6394 ;
- NF ISO 6395 ;
- NF ISO 6396.

Caractéristiques et mesurage des bruits de l'environnement : NF S 31-010 et ses annexes.

6.1.5 Recommandations de la commission centrale des marchés

La CCM a établi la recommandation T1-91 dénommée « Recommandation aux maîtres d'ouvrages publics » pour assurer le bon aspect et la propreté des travaux en site urbain.

Ce document d'une portée générale traite essentiellement les nuisances au voisinage des chantiers concernant circulation, salissures, bruits, poussières, etc.

Ce document est cité ici à titre de conseils aux entreprises, il n'a aucun caractère contractuel.

Ce document, pour sa partie concernant les bruits de chantier, est pièce contractuelle.

6.1.6 Document pouvant être consulté

Un groupe de travail initié par le CSTB fin 1995 sur le bruit de chantier a mis au point une plaquette de sensibilisation du maître de l'ouvrage, « Bruits de chantier », dont la rédaction finale a été assurée par la mairie de Paris.

La direction de l'habitat et de la construction (ministère du Logement) participe à sa publication et à sa diffusion, en partenariat avec l'ADEME Île-de-France.

6.2 RAPPEL ET RESUME DES TEXTES ESSENTIELS

6.2.1 Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992

Appelée « loi bruit », cette loi est relative à la lutte contre le bruit, prévoit dans son article 2 que tous les objets susceptibles de provoquer des nuisances sonores élevées doivent être insonorisés et homologués. Le décret d'application n°95-79 du 23 janvier 1995, concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation, renvoie à des arrêtés le soin de fixer, catégorie par catégorie de matériels, les niveaux limites admissibles et la mesure correspondante.

Les nouvelles dispositions concernent principalement les contrôles et surtout les sanctions, lesquelles sont notablement renforcées, car il est désormais possible de saisir les matériels non conformes. L'article 6 de la loi spécifie que les activités bruyantes, permanentes ou temporaires, peuvent faire l'objet de prescriptions générales en matière de bruits émis ou être soumises à autorisation si elles présentent des dangers ou sont susceptibles de provoquer des troubles aux personnes ou de porter atteinte à l'environnement.

L'arrêté du 10 mai 1995 relatif aux modalités de mesure des bruits de voisinage spécifie que les mesures des niveaux de bruits doivent être effectuées en niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A et sur une durée d'au moins 30 minutes, laquelle devant comprendre des périodes de présence du bruit particulier et du bruit résiduel seul.

Le ministère de l'Environnement devait préparer un décret dans le cadre de la « loi bruit » ce décret devant encadrer la production de bruit sur les chantiers et fixer des limites réglementaires. Mais, compte tenu du contexte économique et politique, il a été décidé au niveau gouvernemental de surseoir à la publication de ce décret (sur la procédure d'autorisation en application de l'article 6 de la « loi bruit »).

Cette décision concerne toutes les installations visées par la loi, en particulier les chantiers. Elle a, entre autres, pour conséquence de supprimer les études d'impact qui étaient associées au régime des autorisations.

L'orientation retenue actuellement serait la publication d'un texte général, ne faisant pas référence au régime d'autorisation, qui serait applicable aux matériels, aux installations de chantier, sans être spécifique à l'activité de construction.

Enfin, l'étiquetage des performances acoustiques des matériels de chantier homologués sera de nature à jouer un rôle actif dans la maîtrise des nuisances sonores.

6.2.2 Réglementation européenne

La réglementation européenne ne concerne que certaines catégories d'engins et se substitue pour celles-ci à la réglementation française. À terme et en fonction de l'élaboration de nouvelles directives, la réglementation européenne se substituera totalement à la réglementation nationale. Il existe ainsi aujourd'hui en France une procédure française d'homologation des engins et une procédure européenne, qui diffèrent sensiblement.

6.2.3 Travaux exécutés dans des zones particulièrement sensibles

Le règlement sanitaire départemental type (circulaire du 9 août 1978) indique dans son article 101.3 que « devront faire l'objet d'une autorisation et de dispositions réglementaires prises par l'autorité locale les travaux exécutés de jour et de nuit dans des zones particulièrement sensibles du fait de la proximité d'hôpitaux, d'établissements d'enseignement et de recherche, de crèches, de maternités, de maisons de convalescence et de retraite ou autres locaux similaires. Dans ce cas, pourront être désignés par l'autorité locale un emplacement particulièrement protégé pour les engins ou des dispositifs d'utilisation ou de protection visant à diminuer l'intensité du bruit qu'ils émettent ».

6.2.4 Constat et répression des bruits de voisinage

Applications de l'arrêté préfectoral et/ou de l'arrêté municipal (quand ils existent) et du décret 95-408 du 18 avril 1995 par les inspecteurs de salubrité, par la DDASS, par la gendarmerie et par les agents des collectivités territoriales et ceux définis dans l'article 21 de la « loi bruit ». Dans l'attente du décret spécifique, les dispositions de l'article R. 48-5 du Code de la santé publique sont applicables.

Le décret sur les procédures comportera un avis obligatoire du maire ; le préfet pourra y soumettre des activités même non incluses dans la nomenclature.

6.2.5 Norme NS S 31-010

Le décret n°95-408 du 18 avril 1995 et son arrêté d'application du 10 mai 1995, relatifs au bruit de voisinage, mentionnent explicitement que la méthode de mesure est celle retenue par la norme NF S 31-010.

6.2.6 Infractions sur les chantiers

La circulaire du 27 février 1996, relative à la lutte contre les bruits de voisinage, précise que les infractions des chantiers en la matière doivent être caractérisées par le dépassement de l'émergence prévue par l'article R. 48-4 du Code de la santé publique (cela nécessite une mesure acoustique) et le non-respect des règles sur les conditions d'exercice fixées par les autorités compétentes.

6.3 PRESCRIPTIONS ESSENTIELLES CONCERNANT LES BRUITS DE CHANTIER

6.3.1 Obligations de résultat

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur sera tenu à une obligation de résultat.

Il devra prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le maître de l'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas d'infractions l'entrepreneur devra immédiatement prendre les dispositions qui s'imposent.

6.3.2 Contrôles permanents dans les cas sensibles

Dans le cas où le chantier se trouve très proche d'un environnement sensible, le contrôle des niveaux des bruits de chantier devra être permanent.

Ce contrôle permanent pourra être réalisé par la mise en place de capteurs sur la façade du bâtiment sensible, qui vérifieront en permanence que le niveau sonore ne dépasse pas le niveau réglementaire.

6.3.3 Chantiers de voiries - tranchées pour réseaux urbains

Toutes dispositions devront être prises pour coordonner les travaux pour les différents réseaux et ainsi réduire la durée des nuisances.

Il est signalé à ce sujet que de nombreuses conventions ont déjà été signées dans ce but à l'échelle locale dans l'esprit d'un précédent protocole de coordination des travaux datant de février 1996.

Ces conventions ont été passées entre :

- EDF-GDH ;
- France Télécom ;
- Fédération nationale des collectivités concédantes et régies ;
- Syndicat professionnel des entreprises gazières non nationalisées ;
- Association nationale des régies de services publics et d'organismes constitués.

6.3.4 Sanctions

Des sanctions peuvent être prises contre l'entrepreneur, fixées par le décret du 18 avril 1995 sur la lutte contre les bruits de voisinage, lorsqu'il est porté atteinte à la tranquillité des riverains.

Les sanctions pécuniaires sont entièrement à la charge de l'entrepreneur.

6.3.5 Coûts des dispositions à prendre pour respecter les différentes réglementations en matière de bruits de chantier

Ces coûts restent à la charge de l'entreprise, ils sont implicitement compris dans le prix du marché.

6.4 SOLUTIONS OPERATIONNELLES CONCERNANT LES BRUITS DE CHANTIER

6.4.1 Pendant la période de préparation

La préparation du chantier permet des progrès très importants. De fait, il est possible, même facile, d'inclure le problème du bruit dans une réflexion qualité sur le chantier, au même titre que la sécurité, par exemple.

Le premier bénéfice de ce type de démarche est d'éviter les travaux inutiles de type reprise ou destruction d'ouvrages, toujours coûteux, difficiles et bruyants : ils nécessitent souvent la mise en place d'un compresseur et d'un marteau pneumatique ou d'une scie à diamants. Un chantier « zéro bruit » sera avant tout un chantier « zéro reprise ».

Les autres idées qui peuvent se dégager, notamment pendant la phase de préparation de chantier, seront simples et organisationnelles : éviter de poster la centrale à béton à côté d'une zone sensible, éviter de percer pendant les horaires où cela gêne le plus, etc.

Ainsi, maîtriser les nuisances acoustiques générées vis-à-vis du personnel du chantier et de son voisinage peut être obtenu en supprimant les bruits « non nécessaires » : les bruits de marteaux-piqueurs pour le piquage des erreurs de bétonnage, les coups de masse pour nettoyer les cuves ou trémies des centrales à béton mal entretenues, les bruits issus d'utilisations inadaptées des engins et matériels, ainsi que les coups de marteau pour desserrer les écrous à ailettes des banches, qui peuvent être remplacés par des écrous vissés.

Pour chacun de ces points, on peut faire des scénarios : « Que puis-je faire pour améliorer cette solution ? Une solution de remplacement est-elle plus avantageuse ? » Bien sûr, ces analyses comparatives se doublent d'une approche économique. Généralement, il est possible de faire des progrès sensibles en adaptant tel ou tel mode opératoire. Notons que le critère économique n'est pas le seul pertinent. En effet, le bruit fait partie du chantier, au même titre que son activité. Le message de réduction du bruit peut parfois être difficile à faire passer sur le chantier, et ce sujet doit faire l'objet de sensibilisations soigneuses.

La maîtrise de ces nuisances, qui implique un effort de sensibilisation du personnel d'encadrement et d'exécution des tâches, n'entraîne pas dans la plupart des cas des surcoûts et va dans le sens de l'amélioration de la qualité et des délais de réalisation des travaux.

6.4.2 Sensibilisation et suivi du personnel

La communication associée à la mise en œuvre d'actions de réduction des nuisances en conditionne largement l'efficacité. Les gestes qui en découlent sont nouveaux et parfois inhabituels, aussi la sensibilisation et la formation du personnel à ces nouvelles préoccupations et pratiques sont fondamentales. Investis d'une nouvelle charge qu'ils peuvent ressentir comme une contrainte supplémentaire, il faut les responsabiliser et les valoriser par la plus-value qu'ils apportent.

6.4.3 Matériel

Il faut chercher à réduire en priorité les niveaux du bruit généré par les engins et matériels très bruyants. Ainsi, les engins et matériels pneumatiques ont souvent été remplacés par leurs équivalents électriques, ce qui supprime les compresseurs à moteur thermique, source de bruit continue et importante en l'absence d'insonorisation. S'ils présentent un surcoût notable à l'achat et présentent des problèmes d'utilisation par temps de pluie, on a cependant pu, dans le cas des vibreurs par exemple, abaisser l'émission sonore au poste de travail et ils sont plus maniables.

Par ailleurs, les engins et matériels utilisés pour le chantier peuvent être insonorisés. Cela a notamment été le cas des marteaux-piqueurs, ainsi que des centrales à béton.

Les fabricants d'engins et de matériels de chantier modifient leurs produits sous des contraintes réglementaires.

6.4.4 Logistique et modes opératoires

La mise en œuvre de divers moyens logistiques permet d'influencer notablement sur les nuisances sonores (durée ou intensité...), par exemple :

- si la place disponible sur le site le permet, doubler les engins et matériels réduit d'autant les durées d'émission en n'augmentant le niveau sonore que de 3 dB(A) ;
- prévoir les installations de chantier pour que les camions puissent faire demi-tour au lieu de reculer supprime le strident et pénible klaxon de recul : positionner les sources de façon adaptée limite les vibrations et les bruits émis (par le biais d'écrans...) ;
- utiliser les talkies-walkies pour communiquer avec le grutier dispense des cris ;
- réaliser les arases des voiles en béton armé avec des règles magnétiques évite de recourir au marteau-piqueur pour des mises à la cote ultérieures.

6.4.5 Information des riverains

Il est évident que l'entreprise réalise ses travaux dans les limites imposées par les réglementations municipales. Mais même dans ce cadre, une évidence est souvent oubliée : un bruit avoué, et surtout prévu, est à moitié pardonné. Il est évident que l'usager qui connaît l'heure et la durée du bruit l'acceptera mieux que s'il ne sait pas quand il prendra fin. Cela est d'autant plus vrai que les usagers sont proches du chantier et sensibles au bruit.

Au-delà des enseignements techniques développés ci-dessus, les expérimentations « chantiers verts » ont montré l'importance de communiquer avec son environnement. Tenus informés de ce qui se passe sur le chantier (destination et architecture du bâtiment, durée des phases les plus bruyantes ou les plus salissantes, nature des travaux...), les riverains s'impliquent dans le processus de construction et sont donc plus naturellement indulgents vis-à-vis des phases les plus perturbantes de leur vie quotidienne. Par ailleurs, ils sont rassurés sur le respect temporaire de ces gênes et sur leur « utilité ».

Les idées à mettre en place sont simples : prendre contact avec ces usagers, évaluer les moments où ils seront le plus gênés, les prévenir.

7. ANNEXE 2 - DECHETS DE CHANTIER

7.1 TEXTES LEGISLATIFS - REGLEMENTATION

Les déchets de chantiers de bâtiment devront être gérés et traités par l'entrepreneur dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet.

7.1.1 Contexte législatif

Les orientations de la politique des déchets sont précisées à partir de quatre lois essentielles.

Loi n°75-633 du 15 juillet 1975, modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.

Loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Loi n°92-646 du 13 juillet 1992, modifiée, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Loi complétant et modifiant les deux précédentes.

Loi n°95-101 du 2 février 1995 relative aux renforcements de la protection de l'environnement.

7.1.2 Autres textes officiels concernant les déchets

7.1.2.1 Textes généraux

Décret n°93-1410 du 29 décembre 1993 relatif aux modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets (loi du 15 juillet 1975 - article 3.1).

Décret n°95-1027 du 18 septembre 1995 relatif à la taxe sur le traitement et le stockage des déchets.

7.1.2.2 Déchets industriels et déchets particuliers

Décret n°77-974 du 19 août 1977 relatif aux informations à fournir au sujet des déchets industriels générateurs de nuisances.

Arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Arrêté du 5 décembre 1996 relatif au transport par route des marchandises dangereuses.

Directive 91/689, CEE du 12 décembre 1991 relative aux déchets dangereux.

Décision du conseil du 22 décembre 1994 fixant une liste des déchets dangereux (en application de la directive 91/689/CEE)

7.1.2.3 Classification des déchets

Directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975, modifiée par la directive 91/156/CEE du 18 mars 1991 ; en application de cette directive, la commission a établi une liste des déchets, appelée « Catalogue européen des déchets ».

Dans cette liste, les déchets de chantier sont classés au Chapitre 17.

Arrêté du 21 février 1990, modifié, relatif aux critères de classification et aux conditions d'étiquetage et d'emballage des produits dangereux.

Décret n°95-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification française des déchets dangereux.

Ce décret transpose en droit français les différentes directives européennes à ce sujet.

7.1.2.4 Déchets de chantiers et emballages

Décret n°92-377 du 1er avril 1992 relatif aux déchets résultant de l'abandon des emballages.

Décret n°92-1074 du 2 octobre 1992 relatif à la mise sur chantier, à l'utilisation et à l'élimination de certains produits dangereux.

Décret n°94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

Directive 94/62/CEE du 20 décembre 1995 relative aux emballages et aux déchets d'emballages.

7.1.2.5 Carrières et remblaiement de carrières avec apport de matériaux extérieurs

Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et au remblaiement réalisé avec des matériaux extérieurs (déblais de terrassements et matériaux de démolition).

Circulaire n°96-52 du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté du 22 septembre 1994 et précisant les matériaux interdits pour le remblaiement.

7.1.2.6 Déchets d'amiante

Décret n°77-974 du 19 août 1977 relatif à l'élimination des déchets.

Décret n°88-466 du 28 août 1988 relatif à l'étiquetage des produits contenant de l'amiante.

Circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment.

Circulaire n°97-15 du 9 janvier 1997 relative à l'élimination des déchets d'amiante-ciment générés lors des travaux de réhabilitation et de démolition du bâtiment et des travaux publics.

Circulaire n°97-320 du 12 mars 1997 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et de l'élimination des déchets.

Arrêté du 14 mai 1996 modifié relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante.

Circulaire du 22 février 2005 complétant les dispositions générales concernant le transport, le conditionnement et l'élimination des déchets d'amiante ciment.

7.1.2.7 Installations de stockage des déchets

Textes relatifs aux décharges contrôlées ou centres d'enfouissement de résidus urbains, de déchets de toute nature :

- circulaire du 11 juin 1987 ;
- décret du 18 décembre 1992 ;
- arrêté du 18 décembre 1992 ;
- arrêté du 9 septembre 1997.

7.1.3 Recommandations de la commission centrale des marchés

La CCM a établi la recommandation T1-91 dénommée « recommandation aux maîtres d'ouvrages publics » pour assurer le bon aspect et la propreté des travaux en site urbain.

Ce document d'une portée générale traite essentiellement les nuisances au voisinage des chantiers concernant circulation, salissures, bruits, poussières, etc.

Ce document est cité ici à titre de conseils à l'entreprise sans aucun caractère contractuel.

En ce qui concerne les déchets de chantier, la clause suivante est apportée en complément de l'article 37.1 : « L'entrepreneur prendra également toutes mesures et dispositions pour éviter tous dépôts de déchets sur le chantier. »

Le document est pièce contractuelle.

7.1.4 Documents pouvant être consultés par les entreprises

L'entrepreneur est fortement invité à se procurer le Guide des déchets de chantiers de bâtiment de janvier 1998, établi par l'ADEME.

Les informations contenues dans ce guide peuvent être utilement complétées par les documents suivants :

- guide Chantiers verts du plan construction et architecture ;
- guide Management environnemental des chantiers de la fédération départementale du BTP des Côtes-d'Armor.

Le guide de l'ADEME comprend également en chapitre X intitulé « Bibliographie » la liste de nombreux ouvrages concernant les déchets de chantier.

Un guide méthodologique d'audit et de diagnostic des bâtiments avant démolition a été mis au point par le CEBTP. Il est disponible à l'ADEME.

7.2 PRESCRIPTIONS ESSENTIELLES CONCERNANT LES DECHETS DE CHANTIER

7.2.1 Classification des décharges ou centres d'enfouissement

Les décharges ou centres d'enfouissement sont actuellement classés en trois classes, à savoir :

- classe 1 : pour déchets dangereux, et notamment les déchets d'amiante friable ;
- classe 2 : pour déchets ménagers et assimilés, et déchets de chantier non triés, sauf ceux dangereux ;
- classe 3 : pour déchets inertes, ainsi que les déchets des matériaux non friables contenant de l'amiante, dans la mesure où l'installation comporte des alvéoles dédiées à cet usage.

Jusqu'au 1^{er} juillet 2002, les déchets ultimes, c'est-à-dire ceux qui ne sont plus susceptibles d'être traités ou partiellement valorisés, pourront être stockés dans des centres d'enfouissement ou des installations de stockage.

7.2.2 Valorisation des déchets de chantier

Les déchets totalement ou partiellement valorisables devront, dans la mesure du possible, être valorisés, selon leur nature, dans des conditions conformes à la législation :

- par réemploi ;
- par traitement de valorisation, selon le cas :
 - o par l'entrepreneur dans une installation agréée,
 - o par cession par l'entrepreneur à une exploitation agréée pour assurer la gestion de déchets ;
- par valorisation produisant de l'énergie, le transport jusqu'à l'installation de traitement étant à la charge de l'entrepreneur.

Dans le cas de cession par l'entrepreneur des déchets valorisables à un tiers pour traitement, cette cession devra impérativement faire l'objet d'un contrat écrit.

Ce contrat devra notamment préciser la nature et les quantités de déchets faisant l'objet du contrat, le ou les types de valorisation, et tous les autres renseignements exigés par la réglementation.

7.2.3 Classification des déchets de chantier

Les déchets de chantier peuvent être classés en différentes catégories, à savoir :

7.2.3.1 Les déchets inertes

Ce sont les déchets de béton, briques, tuiles, carrelages et autres matériaux ne se décomposant pas, ne brûlant pas et ne produisant aucune réaction chimique après stockage.

7.2.3.2 Les déchets d'emballage

Sauf ceux pollués par les produits dangereux qu'ils ont contenus.

7.2.3.3 Les déchets ménagers et assimilés

7.2.3.4 Les déchets dangereux

7.2.4 Tri des déchets sur chantiers

Devront obligatoirement être triés sur chantier les déchets suivants :

- les déchets dangereux ;
- les déchets inertes ;
- les emballages.

Les déchets ménagers et assimilés pourront être triés ou non sur le chantier.

7.2.5 Élimination des déchets de chantier après tri

7.2.5.1 Déchets dangereux

Les déchets dangereux devront être évacués dans une installation de classe 1.

Avant chargement, les déchets devront être ensachés, conditionnés et palettisés filmés, dans les conditions fixées par la réglementation.

7.2.5.2 Déchets inertes

Ces déchets devront être évacués dans une installation de classe 3.

7.2.5.3 Emballages - sauf ceux ayant contenu des produits dangereux

Les emballages de chantier devront obligatoirement être valorisés par l'entrepreneur (décret n°94-609 du 13 juillet 1994). Le mode de valorisation est laissé au choix de l'entrepreneur, selon des critères de coût ou autres. Cette valorisation pourra se faire comme il est dit à l'article « Valorisation des déchets de chantier » ci-avant.

7.2.5.4 Emballages ayant contenu des produits dangereux

Ces emballages seront évacués dans une installation de classe 1, après ensachage ou conditionnement réglementaire.

7.2.5.5 Déchets ménagers et assimilés, non triés sur chantier

Dans le cas où ils ne sont pas triés sur chantier, ces déchets seront évacués dans une installation de classe 2. L'entrepreneur pourra également transporter ces déchets non triés à un centre de tri.

7.2.5.6 Déchets ménagers et assimilés triés sur chantier

Les déchets incinérables pourront être transportés par l'entrepreneur à une installation produisant de l'énergie. Ceux valorisables pourront être transportés par l'entrepreneur à une installation de valorisation ou de recyclage. Les autres déchets seront évacués dans une installation de classe 2. Il est rappelé que, conformément aux termes de la loi du 15 juillet 1975 et du règlement sanitaire départemental, le brûlage à l'air libre de déchets est strictement interdit.

7.2.6 Transport des déchets

Le transport des déchets de chantier devra être effectué dans le strict respect de la réglementation très précise à ce sujet.

7.2.6.1 Déchets dangereux

Le transport des déchets dangereux devra se faire conformément à la réglementation, et notamment :

- les déchets devront être ensachés ou conditionnés et comporter l'étiquetage réglementaire ;
- le véhicule, son équipement et ses papiers de bord devront répondre à la réglementation ;
- le transporteur devra être habilité pour ce type de transport, et il devra respecter les instructions particulières qu'il aura reçues de la préfecture ou de la direction départementale de l'équipement concernant les itinéraires.

Pour les déchets d'amiante friable ou de certains produits de peinture, de terres polluées ou d'hydrocarbures, le transport devra faire l'objet du « Bordereau de suivi des déchets spéciaux » conforme au modèle administratif existant.

7.2.6.2 Autres déchets

Les autres déchets ne demandent pas de conditions particulières de transport, si ce n'est que l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour que les différentes natures de déchets ne puissent se mélanger lors du transport.

7.2.7 Déchets inertes utilisés pour remblaiement de carrières ou autres

Ne pourront être utilisés pour ce remblaiement que des déchets inertes tels que déblais de terrassement et matériaux de démolition.

Ils devront avoir été expurgés de tous déchets impropres à cet usage tels que bois et autres matériaux putrescibles, plastiques et métaux, ainsi que des plâtres.

Ce remblaiement devra faire l'objet d'un bordereau de suivi conformément à la réglementation.

Ce bordereau devra préciser notamment :

- la provenance des matériaux de remblaiement, leur nature et caractéristiques, leur quantité et leur destination ;
- les moyens de transport utilisés ;
- la conformité des matériaux utilisés à leur destination.

7.3 RESPONSABILITES - IMPUTATION DES FRAIS

7.3.1 Producteurs - Détenteurs

Pour les déchets de chantier de bâtiment, l'entreprise sera tout d'abord producteur des déchets, du fait de l'exécution des travaux, et ensuite détenteur.

7.3.2 Implications du maître de l'ouvrage, maître d'œuvre et coordinateur SPS

Le maître de l'ouvrage doit, à la demande de l'entreprise, fournir tous les renseignements nécessaires en sa possession (dans la limite de ses compétences) pour faciliter les démarches de l'entreprise nécessaires auprès des concessionnaires et autres acteurs dans le cadre de ce chantier.

Le maître d'œuvre doit faciliter à l'entreprise la gestion des déchets sur chantier et prévoir les emplacements nécessaires dans la mesure du possible.

Le coordinateur SPS doit, selon la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993, inclure dans sa mission :

- les conditions de circulation des camions sur le chantier ;
- les conditions d'enlèvement des gravats et déchets.

Le plan général de coordination doit comprendre, dès le début de chantier, les mesures et conditions applicables au stockage sur chantier et à l'enlèvement des déchets.

8. COMPTE-PRORATA

En complément des obligations de chaque entrepreneur, en vertu des divers documents contractuels énumérés dans le C.C.A.P., il est précisé que, sauf dérogation nettement formulée, toutes les prestations qui découlent de la description des ouvrages, et prescriptions techniques générales ou particulières y inclus les dispositions du présent titre, sont à la seule charge de l'entrepreneur intéressé. L'annexe C de la norme NF P 03-001, fixent les dépenses imputées à l'un ou l'autre lot, les dépenses de coordination et les dépenses communes de chantier ainsi que leur répartition.

Chaque entreprise est tenue de participer financièrement au compte prorata.

Le maître d'œuvre n'a pas à intervenir dans la gestion de ce compte, il peut cependant en cas de désaccord jouer le rôle d'amiable compositeur.

Le compte prorata sera géré par l'entreprise titulaire du lot **01 GROS-ŒUVRE/DEMOLITIONS/INSTALLATIONS DE CHANTIER Suivant PGC.**

Le compte prorata comprend suivant P.G.S.S.P.S les dépenses relatives au fonctionnement du chantier soit (liste non exhaustive) :

- Le règlement des consommations relatives à la réalisation des accès de chantier, des aménagements de voirie relatifs à la création des accès
- Le règlement des consommations relatives aux installations électriques de chantier
- Le règlement des dépenses liées à la consommation d'eau potable et éventuellement de téléphone.
- Le règlement de la fourniture de bennes, évacuations des gravats et valorisation des déchets suivant SOSED
- Le règlement des dépenses inhérentes au respect du nettoyage de chantier suite à toute demande du MOA ou du MOE.
- Le règlement des frais entraînés par la réparation des dégâts ou des détournements quelconques commis sur le chantier par des inconnus.

Le quitus du règlement sera fourni par l'entreprise titulaire du lot **01 GROS-ŒUVRE/DEMOLITIONS/INSTALLATIONS DE CHANTIER Suivant PGC** au maître d'œuvre.